

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard 6 Mois 6 Mois Un An
et Basses-Alpes 5 fr. 9 fr. 17 fr.
Autres départements et l'Algérie 6 fr. 11 fr. 20 fr.
Etranger (Union postale) 8 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

N°13.727 - TRENTIÈME ANNÉE - DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 1914
LE NUMÉRO 5 CENTIMES
75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES
Annonces Anglaises, la ligne : 2 fr. - Réclames : 2.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

LA GUERRE

Paris ne paraît plus être l'objectif des Allemands

Chronique Parisienne

Carte de visite. — Les nouvelles. — Comme dans un moulin. — Rose ou noir. Gallieni. — Portes ouvertes. — Hue ! cocotte ! — Les cantinières. Et les ambulancières.

La carte de visite allemande, Paris l'a reçue sous forme de bombes : nous la connaissons. Combien de vieux Parisiens l'ont vue sillonner l'air, il y a quarante-quatre années ; mais, elle arrivait d'une autre manière, décrivant une parabole très allongée et s'écrasant sur le sol tandis que ses débris s'élevaient en feu d'artifice. Les obus se promenaient un peu partout et l'on se croyait en sûreté au bas de la butte Montmartre : ce ne sera plus le lieu de refuge puisque les bombes tombent verticalement et d'une telle hauteur que l'on n'aperçoit pas l'avion d'où elles arrivent.

Les inventeurs inventent ; c'est même leur unique occupation ; lorsqu'ils ont inventé en France, les autres nations copient ; ainsi, tout le monde est content. Les Parisiens reçoivent les lettres de la province : on s'inquiète d'eux ; on leur fait savoir qu'ils sont affolés, qu'il n'y a pour ainsi dire plus de gouvernement et que les Prussiens sont à la barrière. N'ayant aucune connaissance de ces énormités, ils s'interrogent mutuellement : — Savez-vous ce qui se passe à Paris ? — Ici ? — Non, ici même ? — Non, je ne sais pas. — Eh bien, il paraît que nous sommes sur un volcan, en pleine révolution ! que les Prussiens sont à nos portes... — Qui dit cela ? — Des gens qui écrivent ici à leurs familles ; ils renseignent les Parisiens sur ce qui se passe dans leur ville.

C'est tout de même un peu fort ! mais, à propos de forts, il y a tout de même quelques-uns à la ceinture parisienne, il faut les prendre avant d'entrer, et, en soixante-dix, Paris a subi cinq mois de siège, ce qui signifie que si on eût pu y pénétrer comme dans un moulin, devant les fortifications et les anodines fussent-elles. Et s'il fallait attendre le même laps de temps, il y a lieu de croire que l'armée russe n'est pas dans une musette !... Ainsi courent, plus vite que les avions, plus vite que les bombes, les nouvelles, les vraies, les fausses, les nouvelles, les vraies, les fausses, ou qui sont à la fois vraies et fausses, comme les étouffes à deux faces ; c'est toujours de l'étoffe, mais elle est bleue et elle est rouge selon qu'on la tourne d'une et d'autre manière. Les opinions sont de même ; il y a des gens qui voient tout en rose ; d'autres qui voient tout en noir.

C'est affaire d'humeur ou de tempérament. Il faudrait savoir se dominer, être calme et attendre les événements.

Ce qui est sûr, c'est que Paris se réjouit de voir au commandement le général Gallieni.

Il a, dit-on, la poigne un peu dure ; c'est peut-être ce qui lui fait pour imposer aux masses un certain esprit de discipline. Il fait ouvrir les portes largement devant ceux qui veulent aller ; pourquoi non ? Si la ville devait être assiégée, il conviendrait qu'elle fût débarrassée du plus grand nombre d'inutiles, et il faut toujours prévoir le pire ; c'est le devoir le plus impérieux du haut commandement.

Il défend aussi les gros titres des nouvelles, tels que ceux qui apparaissent sur certaines feuilles, tenant un quart de page. C'est qu'il n'y a pas à dire, les titres en lettres énormes impressionnent ; un petit engagement, sous ce pavillon, devient une bataille colossale, de même que la multiplicité des éditions fait croire à une partie sensationnelle ; les plus pauvres, les plus besogneux prodigent les sous pour être renseignés plus vite, chacun ayant sous les drapereaux quelqu'un qui lui est cher.

Hier, un vieux cocher qui me véhiculait — Cocotte suivant une rue fort paisible — s'était retourné vers moi et me communiquait tout simplement ses impressions. J'avais eu l'impression de lui dire : Ne tapes pas sur le cheval ! et alors, comme les chevaux d'Hippolyte, la bête ruminait, tête baissée et pieds traînants, quelque pensée mélancolique. — Madame, me dit-il, vous êtes comme moi ? vous avez quelqu'un là-bas ? moi, quatre fils et vingt et un neveux. J'ai la médaille de soixante-dix, voyez... les miens feront comme moi, pour le mieux ! Hue donc ! eh ! Cocotte !

Le professeur Hartmann enseigne aux femmes comment on change les draps d'un malade sans le lever ni le secouer. Essayez !... Si vous ne savez pas roulever le drap sale et faire glisser à la

suite le rouleau du drap propre, vous ne connaissez pas l'a b c du métier d'infirmière.

Et étranges gens que ces chirurgiens ! dans leurs cliniques, ils sont rois et ordonnent avec quelque rudesse. Le costume des cliniciennes leur agréé dans l'hôpital : sur le pavé, la coquette cape, le voile quasi religieux, d'une religion amène et tout désigné les feraient sourire aussi bien que les diamants dont s'étoient les doigts de l'infirmière dernier cri.

Ces belles pierres ont presque partout disparu : la gravité, tout à coup, a remplacé les mignardises de l'attente ; chacun a repris sa place, la vraie infirmière apparaît, solide, bien bâtie, apte à soulever son malade sans le faire crier plus que de raison.

La belle cape est au vestiaire ; la toile solide, bien blanche couvre tout le vêtement, et je vois toujours dans mon souvenir une grande gaillarde bretonne qui vous enlevait son malade comme une plume, le reposait mollement sur le drap bien tiré, tout blanc ; et, pour rien au monde ne se fût dispensée de murmurer au cours de ce transbordement : « Enlevez, c'est pesé ! » — Ça les égale ! assurément-elle.

En effet, Hartmann recommande à ses infirmières le sourire : c'est professionnel.

En 1870, il y eut dans un hôpital une petite infirmière, active et accorte : « un paquet de nerfs ! » disaient les chirurgiens, mais des nerfs qui se commandent. On l'avait appelée pour aider, dans une salle éloignée de son quartier et elle s'empara sans sourcilier ; après quoi, le docteur, lui dit, tout étonné : « Qui donc, Jeanette, en pleure, c'est pas ton amoureux ce gas-là ? » — Non, dit-elle, c'est mon frère ! Elle n'avait pas bronché pour ne pas faire perdre une seconde tandis que des brimborions d'os tombaient, lic et tac, de la pince et que les petites éponges buvaient le sang.

Et c'est beau, vous savez, cette paix profondément voulue de ceux et de celles qui soignent les malades, sérieusement, dans la parfaite obéissance vouée par elles, sans prétention, sans pose.

Ainsi faisaient les cantinières, aujourd'hui disparues, les guerres n'ayant plus la même allure qu'autrefois ; elles rient, donnaient à boire aux blessés, les secouraient, attrapaient par ci par là une balle. On ne pensait pas toujours à les citer à l'ordre du jour ; mais quand on les décorait, c'est parce qu'elles avaient dépassé les limites ordinaires de l'héroïsme.

Les dames des ambulances font une autre besogne ; au fond c'est à peu près la même : soigner et sourire ; puis, quand le blessé est de là-bas... du côté ennemi, il faut une mise au point, pour lui être secourable et miséricordieux ! N'est-ce pas ?

UNE MARSEILLAISE

LE NOUVEAU PREFET DE POLICE

Quand M. Hennion eut demandé d'être relevé, pour raison de santé, de ses fonctions, il y eut au ministère de l'Intérieur, raconte un de nos confrères parisiens, une minute de trouble. Le gouvernement allait partir quelques heures après. Allait-on, en si peu de temps, trouver l'homme « d'attaque » pour occuper le poste d'honneur que est à l'heure actuelle celui du Préfet de police ? M. Malvy passait maintes fois la revue de ses fonctionnaires, lorsque quelqu'un suggéra : Laurent.

On l'appela. Et voici la scène admirable dans sa simplicité qui se passa dans le cabinet du ministre, dont des huissiers diligents avaient enlevé déjà les tapis et les tentures.

— Monsieur Laurent, votre chef M. Hennion est obligé de quitter son poste. Acceptez-vous de lui succéder ? — Monsieur le ministre, c'est le plus beau jour de ma vie. — Le poste que je vous confie est périlleux. — Je le sais. — Vous me promettez d'y rester ? — Je le promets. — Même si Paris est investi ? — Même si Paris est investi. — Même si les Allemands entrent ? — Même si les Allemands entrent. — Merci.

— Je ne fais que mon devoir. Quelques instants plus tard, un décret nommait M. Emile Laurent, préfet de police. « L'homme de bureau » venait de se révéler l'homme de combat.

A quelqu'un qui lui parlait de cette nomination, le ministre de l'Intérieur répondit : « Je pars rassuré, avec Gallieni et Laurent. Paris est en bonnes mains. »

Laurent Emile-Marie, est né à Brest le 1^{er} octobre 1852. Entré dans l'administration départementale à l'âge de vingt-cinq ans, il débuta par la sous-préfecture du Blanc, le 30 décembre 1877. Nommé en 1878 secrétaire général de la préfecture des Basses-Pyrénées, puis en 1879 secrétaire général de la préfecture de la Somme, où il resta sept ans, il fut promu à la première classe de son grade au mois de mai 1888 ; puis devint secrétaire général

de la préfecture de Seine-et-Oise. Le 7 janvier 1891, il fut nommé préfet du Tarn. Lors des grèves qui éclatèrent en 1891 et 1892 dans ce département, M. Laurent s'employa à faire adopter la solution de l'arbitrage et réalisa, notamment à Carmaux, le règlement des questions d'intérêt pendantes entre patrons et ouvriers, par des discussions contradictoires auxquelles il prit une part active.

Désigné pour le secrétariat général de la préfecture de police par décret du 4 mars 1893, M. Laurent remplit ses délicates fonctions avec un tact remarquable dû à sa connaissance approfondie du personnel et des rouages compliqués de l'administration.

M. Laurent est commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction Publique et titulaire, depuis le mois de septembre 1893, de la médaille d'or des épidémies.

Le droit chemin

La grande démonstration patriotique qui vient d'avoir lieu au Guildhall de Londres est bien faite pour donner à l'Angleterre et aux nations alliées une haute impression de réconfort.

Si quelques-uns de ceux qui, à l'heure actuelle en Europe, luttent contre la barbarie allemande pouvaient éprouver quelque inquiétude ou seulement quelque doute sur l'issue de la guerre, l'exemple de l'Angleterre suffirait pour les rassurer, pour les raffermir dans leur confiance et dans leur courage.

Les Anglais ne sont pas inquiets. Les Anglais ne doutent pas. Dès lors qu'ils ont pris la résolution de s'engager dans le conflit, ils s'y engagent à fond et ils sont assurés de vaincre parce qu'ils sont décidés à ne pas abandonner la partie avant la victoire finale.

Il faut vaincre, donc on vaincra : telle est leur nette formule.

La guerre est une sorte de vaste entreprise dont le succès de laquelle dépend désormais toute la prospérité de la Grande-Bretagne, une entreprise extrêmement lourde et rude mais à laquelle il a fallu se résoudre sous peine de disparaitre. Il est donc de toute nécessité d'en sortir avec succès. Ceci étant posé, il n'y a qu'à se mettre en marche avec la volonté inébranlable d'aller jusqu'au bout.

L'admirable sens pratique des Anglais leur dicte cette attitude. Du moment qu'ils s'exposent aux charges et aux risques d'une guerre, et de la guerre la plus terrible qui se soit jamais déchaînée sur le monde, il importe que les sacrifices consentis ne soient pas inutiles. Il importe d'aboutir et l'on aboutira ; l'insolente hégémonie allemande qui pesait odieusement sur l'Europe tout entière et qui, d'une façon plus spéciale, menaçait de plus en plus gravement les intérêts les plus précieux de la Grande-Bretagne, devra être détruite.

La guerre présente doit conduire à ce résultat. Elle durera aussi longtemps que cela sera nécessaire, mais elle ne cessera pas avant que le résultat soit complètement acquis.

Et remarquons au surplus que cet admirable sens pratique s'allie en l'espèce à un sentiment très vif de l'honneur.

On a dit et l'on répète trop depuis le début du conflit que les Anglais ne sont que des gens d'affaires et qu'ils ne se conduisent que comme des gens d'affaires. L'assertion n'est pas exacte et elle est souverainement injuste. Les Anglais se conduisent en gens d'affaires, ce qui est leur droit et même leur devoir, mais aussi en gens d'honneur. Et l'on doit leur rendre le témoignage que, dans la circonstance présente, ils ont fait passer la considération de l'honneur avant celle de l'intérêt ; on se souvient en effet du refus indigné opposé par l'Angleterre aux infâmes propositions allemandes qui lui offraient le partage de nos colonies en échange de sa neutralité. Le gouvernement anglais repoussa avec mépris ce marché ignoble. Il fit immédiatement son devoir envers nous et son devoir envers la Belgique.

Aussi, à la réunion du Guildhall, M. Asquith a-t-il pu dire en un très noble langage que, en intervenant dans la guerre, son pays n'avait pas voulu laisser sans défense la Belgique lâchement assaillie et que d'ailleurs jamais ses compatriotes n'auraient pu regarder « en spectateurs indifférents les outrages, les brigandages, les exactions exercées sur des populations paisibles ». Et il a ajouté : « Nous prions notre pays rayé d'Histoire, plutôt que de lui voir demeurer témoin silencieux du triomphe de la force brutale sur la liber-

té ». Un autre ministre anglais, M. Winston Churchill, a déclaré, de son côté : « Nous n'avons qu'à suivre notre droit chemin. Qu'il doive être court ou long, la victoire et l'honneur sont au bout ».

Voilà qui est parler. Et l'on sait que les Anglais agissent encore mieux qu'ils ne parlent. Souhaitons que tous leurs alliés marchent avec la même tranquillité d'esprit et la même fermeté d'âme sur ce droit chemin au bout duquel sont la victoire et l'honneur !

CAMILLE FERDY.

Communiqué officiel

Paris, 5 Septembre. Le gouvernement militaire fait le communiqué suivant :

L'ennemi, poursuivant un large mouvement de conversion, continue à laisser le camp retranché de Paris sur la droite et à marcher dans la direction du Sud-Est.

La situation peut réserver de grosses surprises

Milan, 5 Septembre. Le « Secolo » dit que l'avance allemande en France se poursuit sans trouver de résistance.

Cela fait croire que les Français ont évité une bataille pour conserver leurs forces et assaillir les Allemands dans de meilleures conditions, lorsque les Allemands se trouveront le plus loin de leurs bases d'opérations et exposés à des attaques sur plusieurs points. La situation qui semble se dessiner peut réserver de grosses surprises. Les Allemands en effet s'approprieraient à l'investissement de Paris, tandis que les armées françaises sont au dehors, au large sans avoir été sensiblement attaquées.

Le Gouvernement à Bordeaux

Bordeaux, 5 Septembre. L'arrivée des membres du gouvernement, des corps constitués, des fonctionnaires et de nombreux Parisiens donne à Bordeaux une animation très grande. Les cours de Tourville, de l'Indépendance et des Quincoques regorgent de promeneurs en quête de nouvelles et de journaux.

Pour loger tous les fonctionnaires et les autorités, on a réquisitionné des chambres dans les hôtels principaux et les voyageurs qui les occupent ont dû chercher des logements improvisés chez les habitants. Les restaurateurs et les cafés regorgent de consommateurs. Les cochers font des affaires d'or et les tramways sont toujours comblés.

Le président de la République réside à la Préfecture. M. René Viviani s'est installé à l'hôtel de Ville, où il occupe le cabinet du maire. M. Briand demeure à l'hôtel de Bayonne. Les services du ministère fonctionnent au Palais de Justice. Le domicile du ministre de la Guerre est au siège du corps d'armée. Le ministre de la Marine est à l'École de Saint-Navale, celui des Affaires étrangères à l'hôtel Samazeuilh, celui de l'Intérieur dans les bureaux de la Préfecture, rue Esprit-des-Lois, etc.

Les ambassades sont installées à Bordeaux, les légations étrangères à Arcachon. De nombreux parlementaires continuent d'arriver par chemin de fer ou automobiles. Plusieurs ont aujourd'hui des conversations avec des membres du gouvernement. MM. Deschanel et Dubost sont également installés à Bordeaux.

Depuis hier, tous les journaux de Bordeaux commentent l'arrivée du président et du gouvernement.

La France dit : « Si pour des nécessités d'ordre exclusivement militaire, le gouvernement a pris la décision de transférer son siège en province, nos âmes doivent toujours demeurer inaccessibles à la crainte. Nous lutterons, intrépidement, jusqu'au jour certain de la victoire. »

Le Nouvelliste salue le président avec respect et avec l'émotion qu'il a dû éprouver lui-même à s'éloigner momentanément de Paris. Il lui offre l'appui de toutes les énergies françaises, qui sont assurées de la victoire finale.

La Petite Gironde constate que la décision du gouvernement est un acte réfléchi, conforme à l'intérêt véritable de la patrie, et

recueille l'approbation de tous les Français, certains de voir finalement triompher la cause de la France.

La Liberté écrit : « Le gouvernement vient pour diriger plus sagement une résistance qui ne peut se dénouer que par l'écrasement de nos ennemis. Accueillons-le avec toute la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes. »

Le combat de Compiègne

Londres, 5 Septembre. Contrairement au récit d'un correspondant de journaux, le combat de Compiègne ne fut qu'une affaire de cavalerie.

Le Daily Telegraph dit que pendant ces derniers jours, les Allemands ont soigneusement évité toute mêlée avec la cavalerie.

L'armée franco-anglaise tient la route de Paris. Londres, 5 Septembre.

Le Daily Graphic déclare fautive l'impression qui pourrait se produire au sujet de la situation militaire, par suite des préparatifs de Paris en vue d'un siège. Cette nouvelle ne devrait donner lieu à aucune inquiétude, aucune des conditions qui existaient lors du siège de Paris, en 1870, ne se retrouvant aujourd'hui. L'armée franco-anglaise tient absolument fermée la route de Paris.

Dans ces conditions, conclut le journal, si les Allemands avaient l'intention d'assiéger la capitale, leur sort serait irrévocablement fixé.

L'avance française dans la Haute-Alsace

Milan, 5 Septembre. Le Secolo reçoit de Delemont, que la situation générale de la Haute-Alsace reste stationnaire. On note cependant une légère avance des Français.

Les canons de Belfort se font entendre de façon continue. Le fort de Renne a abattu un aviateur allemand, tandis qu'un autre a pu fuir grâce à une brume intense. A Belfort règne toujours le calme. Le moral des troupes est excellent. La place est approvisionnée pour trois ans.

Le commandant de l'armée allemande qui marche sur Paris

Paris, 5 Septembre.

Le général en chef, commandant l'armée allemande, marchant sur Paris, est von Kluck. Ce dernier, né roturier, a été anobli par le kaiser avant d'être nommé inspecteur de l'armée.

En cas d'échec, les Belges coopéreraient la route aux Allemands

Paris, 5 Septembre.

Un de nos confrères dit que l'Allemagne sait qu'Anvers est un port ouvert, qu'elle ne tient pas la clef de la mer et que par cette porte d'Anvers d'autres terribles soldats venus du Nord pourront se glisser, s'emparer avec les Belges pour lui couper la route de retour en cas d'échec ou simplement de fatigue.

Héroïque charge des lanciers anglais

Londres, 5 Septembre. Le correspondant spécial du « Daily Mail », télégraphiant d'un point de France situé derrière les troupes anglaises, raconte une charge faite par les 9^e lanciers, qui serait analogue à celle de Balaklava.

Pendant l'action, qui eut lieu près de la frontière belge, des pertes terribles étaient causées aux troupes anglaises par les obus de onze canons placés dans un bois, lesquels tiraient sans interruption. Il paraissait impossible d'arrêter cette canonnade, quand les lanciers firent une tentative héroïque.

Le régiment chargea droit sur les ca-

nons, subissant en même temps le feu d'autres batteries allemandes. Rien ne put arrêter cette charge impétueuse. Les lanciers arrivèrent sur les canons, sautèrent les canonniers, mirent les canons hors d'usage, puis s'en retournèrent. Au retour, ils subirent des pertes plus grandes encore que pendant la charge.

La Guerre aérienne

Les Serbes abattent un aéroplane autrichien

Nich, 5 Septembre. Un aéroplane a été aperçu dans la direction de Janina, et les autorités militaires ayant donné des ordres pour que les mitrailleuses ouvrirent le feu contre lui, il s'est abattu immédiatement sur le sol. Le pilote avait été tué sur le coup. On a trouvé sur lui des croquis qui semblent avoir été faits avant son ascension et des notes sur le mouvement des troupes serbes qu'il avait prises pendant son vol, mais qui ne présentaient aucun intérêt.

L'Action Russe Contre l'Allemagne

La défense de Berlin

Rome, 5 Septembre. On annonce que 5 corps d'armée allemands sont arrivés sur la Vistule, venant de la Prusse occidentale, pour tenter de s'opposer à la marche des troupes russes.

Ces 5 corps d'armée sont ceux que les Allemands ont dû, en grande hâte, faire revenir de la Belgique et du Nord de la France.

Les Allemands de la Baltique

Rome, 5 Septembre. Les Allemands des provinces baltiques font preuve d'un loyalisme parfait. Un grand nombre d'Allemands, résidant en Russie, ont demandé la naturalisation russe. Ce sont les Tchèque d'Autriche résidant en Russie qui ont adressé une pétition au tsar pour lui demander que Pétersbourg s'appellât « Pétrograde » désormais.

L'investissement de Königsberg

Londres, 5 Septembre. On annonce que les Russes ont investi la place de Königsberg.

L'annexion des territoires conquis

Pétrograde, 5 Septembre. On confirme la mesure prise par le généralissime de comprendre dans le théâtre de la guerre les territoires ennemis — Allemagne et Autriche — au fur et à mesure que les troupes russes les occupent.

Tous les territoires ainsi occupés par les Russes en Galicie — et qui est une vaste province — se trouvent de ce fait annexés à l'Empire. C'est bien le commandant en chef des armées russes du Sud-Ouest qui aura la haute administration des provinces annexées.

Contre l'Autriche

Les troupes autrichiennes en retraite sur Vienne

Rome, 5 Septembre. La Tribuna reçoit de Pétrograde un télégramme annonçant que les généraux autrichiens Auffenberg et Denki ont été battus, et qu'ils se sont retirés avec les débris de leur armée pour couvrir Vienne contre la marche victorieuse des troupes russes.

Les résultats de la prise de Lemberg

Rome, 5 Septembre. Le colonel Enkel, attaché militaire à l'ambassade de Russie, interviewé par le Giornale d'Italia, a déclaré : « Nous pouvons être heureux de la prise de Lemberg, car nous nous sommes assurés ainsi la possession de la ligne du Danube et de ses fortifications. Nous pouvons dire que nous avons supprimé l'obstacle qui s'opposait à notre marche en avant en Galicie. Notre corps d'opérations dans le pays peut agir maintenant avec plus de liberté. »

Le collaborateur du Giornale d'Italia lui ayant fait observer que de nouveaux corps russes seraient nécessaires, le colonel Enkel a répondu en souriant : « Ils viendront, nous ne sommes qu'au commencement ! »

L'avance de l'armée russe

Pétrograde, 5 Septembre (Officiel). Le 4^e septembre, des colonnes ennemies opérant dans la direction de Lublin et Kholm, ont tenté de forcer le centre des troupes russes, mais dans le combat engagé elles ont été battues. Poursuivies, les restes de ces colonnes

Marseille et la Guerre

La subvention du Conseil général

Hier, a eu lieu à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Chagniol, adjoint au maire, président de la Commission d'assistance, la réunion de la Commission d'assistance et des présidents des sous-Commissions cantonales. Cette réunion a pour objet de déterminer les mesures à prendre en vue de l'emploi de la somme de 150.000 francs attribuée à la ville de Marseille pour secours à distribuer aux familles nécessiteuses du département.

Il a été décidé, comme nous l'avons indiqué, que cette somme de 150.000 francs serait affectée aux dépenses nécessaires par les distributions de pain et de soupe faites, dans les douze cantons de Marseille, sous la surveillance des sous-Commissions cantonales.

Les présidents des sous-Commissions sont : pour le premier canton, MM. Baudin, conseiller municipal, et Amable Chano, conseiller général ; pour le 2e canton, MM. Berger, conseiller municipal, et Régis, conseiller général ; pour le 3e canton, MM. Viard, conseiller municipal, et Saravelli, conseiller général ; pour le 4e canton, MM. Chabrier, conseiller municipal, et Duriguer, conseiller général ; pour le 5e canton, MM. Roux Achille, conseiller municipal, et Schurrer, conseiller général ; pour le 6e canton, MM. Brémont, conseiller municipal, et Gaudier, conseiller général ; pour le 7e canton, MM. Gaudier, conseiller municipal, et Lévy, conseiller général ; pour le 8e canton, MM. Gaffarel, conseiller municipal, et M. Giboin, conseiller général ; pour le 9e canton, MM. Giboin, conseiller municipal, et Pierre Roux, conseiller général ; pour le 10e canton, MM. Troin, conseiller municipal, et M. Aillaud, conseiller général ; pour le 11e canton, MM. Aillaud, conseiller municipal, et Taddel, conseiller général ; pour le 12e canton, MM. Budd, adjoint au maire, et Sacoman, conseiller général.

La fabrication du pain

En date d'hier, M. Pierre, maire de Marseille, a signé l'arrêté suivant, concernant la fabrication du pain :

Vu les lois des 19 et 22 juillet 1791, Vu la loi du 5 avril 1824, Vu l'arrêté municipal du 10 janvier 1893, Considérant que notre arrêté en date du 10 août 1914 a prescrit aux boulangers, en vue de ménager le stock de farines de blé tendre existant à Marseille, d'employer pour la fabrication du pain, vingt pour cent de farines de blé dur dites entières ;

Considérant que, par suite du défaut d'arrivage de blés tendres, les circonstances ont fait que les farines de blé dur dites entières, qu'il est sensiblement réduites, qu'il est prudent, en conséquence, d'augmenter la quantité de farine de blé dur employée dans la fabrication du pain et à la fixer à trente-trois pour cent ;

Considérant toutefois que, pour obtenir une bonne panification, il y aurait inconvénient à utiliser dans une proportion de farines de blé dur de la qualité prescrite par notre arrêté précédent et qu'il est nécessaire de n'employer que des farines de blé dur véritablement entières et d'être extraites à soixante-quinze pour cent ;

Vu l'avis favorable de la Commission locale de ravitaillement,

Arrêtons :

Article premier. — A dater du 15 septembre courant, les boulangers de la commune de Marseille devront employer pour la fabrication du pain, soixante-sept pour cent de farines de blé tendre et trente-trois pour cent de farines de blé dur entières, c'est-à-dire extraites à soixante-quinze pour cent.

Art. 2. — M. le commissaire central de police et M. le chef du service des subsistances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de l'arrêté ci-dessus énoncé.

Fait à Marseille, en l'Hôtel de Ville, le 5 septembre 1914.

Signé : E. PIERRE.

Le paiement des effets de commerce

Nous rappelons qu'on peut toujours payer des à présent à la Banque de France les effets de commerce échus et prorogés par le dernier échéancier.

Adressez au directeur de la Banque une demande contenant le montant et l'échéance des valeurs qu'on désire retirer et se présenter trois jours avant l'échéance pour payer les effets que la Banque aura trouvés en sa possession.

Le nouveau moratorium fixe à cinq pour cent le taux des intérêts de retard dus par les payeurs des effets.

Les Français résidant en pays ennemis

M. Auguste Bouge, député, nous communique la lettre suivante qu'il a reçue du ministre des Affaires Etrangères :

Monsieur le député et cher collègue, Par une lettre adressée à mon prédécesseur, vous avez bien voulu exprimer le désir de connaître les mesures prises par mon département en vue de garantir la sécurité de nos nationaux demeurés en pays ennemis.

Tai l'honneur de vous faire connaître que mon département a été très attentif à l'égard des gouvernements espagnol et américain, qui ont bien voulu se charger de la protection de nos nationaux, le premier en Allemagne, le second en Italie, et de faire prier le représentant de l'Espagne à Berlin et celui des Etats-Unis à Vienne de négocier avec les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, un accord touchant la situation des ressortissants des Etats belligérants demeurés en pays ennemis.

Le gouvernement austro-hongrois ne mettra pas d'obstacle à ce que nos nationaux nationaux non mobilisables, quand la circulation des trains sur son territoire sera revenue normale.

On peut compter également sur l'autorité de la correspondance et les envois d'argent.

Nous avons des raisons de croire que le gouvernement allemand, après s'être assuré une attitude analogue à celle du gouvernement austro-hongrois.

Toutes les demandes de renseignements concernant nos nationaux en Allemagne et en Autriche-Hongrie sont centralisées à l'ambassade d'Espagne à Berlin et à l'ambassade des Etats-Unis à Vienne.

Toutes ces demandes doivent être adressées à mon département.

Agrez, Monsieur le député et cher collègue, les assurances de ma haute considération.

Le ministre des Affaires Etrangères, Signé : DELCASSÉ.

Pour les réfugiés français et belges

Chaque jour, la liste s'allonge de nos concitoyens qui offrent aux réfugiés belges et français un toit pendant la durée de la guerre. Le service de la Préfecture qui est chargé de recueillir les offres et de répartir entre les réfugiés ces divers logements possède maintenant quelques appartements pour les réfugiés qui doivent encore arriver.

Cette réserve de logements ne pourra certainement pas suffire ; mais le dévouement de nos concitoyens est si grand ; ils ont fait montre depuis le début de la guerre de si grandes qualités de cœur, qu'il n'est pas à craindre que tous les réfugiés qui arriveront à Marseille, ne trouvent non seulement des abris, mais aussi des âmes qui essaieront de les consoler et de leur faire oublier les misères dont l'adversité les accable.

Et comment et pourrait-on douter, lorsqu'on lit des délibérations de ce genre ?

Dans sa dernière réunion, le Conseil de l'Association des marchands d'œufs, lapins, volailles, a décidé, à l'unanimité, de mettre à la disposition de M. le préfet des Bouches-du-Rhône quatre chambres faisant partie de son grand immeuble, situé à Marignane, campagne d'Arles, pour être destinées à héberger deux familles de nos vaillants réfugiés de la noble Belgique, pendant toute la durée des hostilités.

Le président, H. Chave.

tré hier qu'ils ont aussi du cœur, et quel grand cœur !

Secours aux Blessés

Au lendemain de la guerre le Conseil d'administration de l'Asile Santa-Maria, 80, boulevard Gazzino, avait offert spontanément à M. le préfet deux salles de vingt lits destinées aux blessés de nos armées.

A la suite de la visite des locaux l'autorité militaire vient d'accepter avec empressement cette généreuse proposition en classant la dite installation parmi les hôpitaux militaires et la pureté de l'air et le calme recouvrer la santé.

Le Conseil d'administration, pour ajouter au confort réservé à ces chers blessés, recevra avec reconnaissance quelques chaises longues non utilisées, sur avis adressé à M. Viard seront prises à domicile.

Appel aux garibaldiens

On connaît avec quel bel élan les Italiens se sont mis, dès le premier jour de la déclaration de guerre, à la disposition de la France. En dignes fils du héros de l'Indépendance, ils ont voulu offrir à nos armées, venu mettre son épée au service de notre patrie. Il est à cette heure à Lyon où il prépare l'organisation des légions garibaldiennes.

Le Cercle Mazzini de Marseille nous prie de ce sujet de faire appel à tous les Italiens qui désirent s'engager sous les ordres de Garibaldi et de les inviter à se faire inscrire au siège du Comité 23, boulevard de la République, 23, pour que nous puissions leur faire parvenir nos lettres et nos lettres de recommandation qui leur seront adressées par ce moyen.

Dons et secours

Le maire de Marseille a reçu, hier, les sommes suivantes : Commission de secours des agents du service sédentaire des douanes, 100 francs ; M. Jean Duport, 50 francs ; M. Marthe Espitalier, 8 francs ; M. Milou, 67 francs ; M. Marius Déjean, ministre, boulevard Sévigné, 500 francs.

Les dons en nature reçus à la Mairie sont les suivants : M. P. Viard, 14, rue de l'Abbaye-Féraud, 300 kilos de farine pour le mois courant ; MM. Maillat et Cie, 3, allées de Méthan, 1.225 kilos de farine (100 balles de 122 kg. 500), gruau « Excelsior » ; MM. Boyer frères, chemin vicinal du cimetière Saint-Pierre, 5 balles de farine ; M. Sautoyard, 100 kilos de farine ; Rizeries Méridionales, Bergasse, Francou et Cie, 5.000 kilos de riz ; MM. Félix Robelin et Cie, minotiers à Marseille, 500 kilos de farine, 500 kilos de semoule ; M. Jean Duport, conseiller municipal, 120 mètres de toile pour faire des housses de paillasses aux enfants hospitalisés de nos mobilisés.

Les sommes qui suivent ont été adressées, hier, au préfet : Agents du service sédentaire des douanes, 844 francs ; personnel des P. T. T. (Marseille-Prado), 71 francs ; 9e brigade de police municipale, 100 francs ; M. Jean Duport, conseiller municipal, 249 francs ; M. Mathet, sous-brigadier de paix, 5 francs ; M. Dauphin, 100 francs ; M. Maurice Ephrusi, de Paris, 300 francs.

Voici en quatrième page : Les communications des Comités de secours et le Courrier d'Aix.

A LA GARE SAINT-CHARLES Des Blessés passent

L'héroïsme de nos soldats. — 5.000 Allemands dans la Meuse. La précision de notre artillerie. — Le traillonneur et la mitrailleuse.

Trois nouveaux convois de blessés se dirigent sur Antibes et sur le littoral. — Hier après-midi à la gare Saint-Charles. — Ces trains, véritables trains sanitaires comprenant des wagons ordinaires pour les moins blessés, des wagons-ambulances pour les blessés graves, des wagons-pharmacie et un vagu-cuisine sont arrivés successivement, le premier à 4 h. 40, le second à 6 heures et le troisième à 8 heures. Ils ne sont restés que quelques minutes en gare, tout juste le temps de changer de locomotive et de permettre aux blessés de se réconforter.

Il y avait plus de plusieurs centaines de soldats de toutes armes : des fantassins, des cavaliers, des chasseurs, des dragons. Les uns prirent part aux batailles de la Meuse, les autres au grand combat de Charleroi, d'autres aux affaires de Lorraine. Quelques-uns sont venus directement après un court séjour dans les postes sanitaires, les autres sont des évacués qui n'ont pu aller plus loin.

Un d'entre eux, un jeune homme, un héros de la guerre, se fit remarquer par son courage et son dévouement. Il était blessé à la main et à la jambe, mais il ne se laissait pas aller à se plaindre. Il était dans un état de souffrance, mais il ne se laissait pas aller à se plaindre. Il était dans un état de souffrance, mais il ne se laissait pas aller à se plaindre.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

Un fantassin authentique c'était lui, qui a la main traversée par une balle, mais ce n'est pas une petite histoire.

Il se battait dans la Meuse. Ils avaient tiré quelques centaines de balles quand on commença d'enlever la position à la baïonnette. Ils s'élançèrent et se trouvant bientôt devant un retranchement, il de fer qui les empêchait d'avancer, ils se précipitèrent sur le côté de lui un petit bonhomme blond, la barbe longue, les yeux immenses dans un visage amaigri. C'est un hussard, un gars du Midi. Schreck est resté par terre, le numéro 50. On lui a donné un bourgeois de toile neuve et des pantoufles pour faire le voyage ; et ce cavalier est ainsi devenu fantassin.

En même temps que ces convois stationnaires en gare un groupe d'officiers anglais d'état-major arrivèrent en automobile. Ils portent le casque et l'uniforme kaki, les molletières ou les « leggings ». On admire leur visage mâle au maintien vaillant, le costume très simple ou l'on a de la peine à distinguer les galons. On remarque beaucoup d'entre eux qui portent l'uniforme des highlanders ; toque rutilante, pantalons bosselés, et deux autres dont la culotte flottante laisse voir une partie de la jambe. Ces officiers de la nation amie qui se sont longtemps entretenus avec les officiers français ont été respectueusement salués par les quelques voyageurs qui se trouvaient sur les quais de la gare. — A. N.

Arrivée de l'« Orsowa »

Interview d'un Passager

Hier après-midi est arrivé à Toulon l'« Orsowa », une des superbes unités de l'Orient d'état-major qui ont été envoyées aux troupes anglaises de l'Inde qui doivent venir renforcer nos armées. C'est le général Watkins qui aura l'honneur de commander ces vaillantes troupes anglaises et l'indomptable énergie n'est d'égale que celles déployées par notre corps d'armée d'Afrique.

Au débarcadere, le général Watkins et son état-major ont été l'objet d'une chaleureuse ovation de la part de toute la population toulonnaise. Dans la soirée les officiers anglais quittèrent Toulon par train spécial pour se rendre dans notre ville où ils doivent séjourner quelque temps. A leur arrivée à Marseille, l'état-major anglais était à nouveau, accueilli par des manifestations d'ardentes sympathies.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer à Marseille un des passagers de l'« Orsowa ». De nationalité française, ce passager, qui arrive d'Australie, nous a fait de son voyage un récit du plus haut intérêt.

« J'étais à Fremant, nous dit-il, attendant le paquebot devant me ramener en France quand est arrivée la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie d'abord, à la France ensuite. Ce fut partout un sentiment de profonde émotion qui se transforma en une explosion de joie exultante quand quelques jours après parvenit

la dépêche annonçant que l'Angleterre se joignait à la France et à la Russie pour entrer en lutte contre l'Allemagne. On ne peut s'imaginer l'enthousiasme des populations australiennes devant l'attitude prise par le sentiment général unanimement porté vers la France. Aussi bien est-il inutile de vous dire l'accueil fait par tous les indigènes à nos Français habitant l'Australie. Cette unanime sympathie j'en ressentis moi-même les effets à bord de l'« Orsowa » où je fus l'objet de attentions les plus délicates, les plus touchantes. C'est à Colombo, où l'« Orsowa » avait fait relâche, que s'embarqua la plus grande partie des officiers composant l'état-major des troupes de l'Inde. Puis, à Port-Saïd, l'« Orsowa » prit à son bord le général Watkins qui accompagnait ses deux officiers d'ordonnance, deux colonels d'un très grand mérite dont l'un fut promu à ce grade sur le champ de bataille au Thibet.

L'entraîne de tous ces officiers, leur ardent désir de venir au secours de la France furent pour moi d'un précieux réconfort. Il leur tardait à tous d'arriver au but et de pouvoir enfin se joindre à nos troupes pour nous pousser l'ennemi commun. Leur confiance en l'issue de la guerre est inébranlable. Dans leurs propos, dans leurs conversations, et avec ces troupes anglaises admirables, toutes les possessions anglaises tournèrent leur contingent d'hommes et leur contribution d'argent. Des troupes, s'il le faut, il en viendra de l'Australie et du Cap, comme il en vient aujourd'hui du Canada et de l'Inde. « Nous vaincrons, soyez-en sûrs. Ce sera dans un an, ce sera dans deux, mais il faut que l'Allemagne tombe ! » Telle est la conclusion qu'ils donnent tous de la guerre actuelle et à les avoir entendus parler ainsi, je ne saurais vous cacher la joie profonde que dans mon âme de Français j'ai ressentie.

C'est sentiment de l'Angleterre à l'égard de la France, nous l'avons maintes fois souligné, depuis le commencement de cette guerre. Mais il n'est pas inutile de le faire ressortir une fois encore, ne serait-ce que pour démontrer qu'il est unanime et qu'il est entièrement partagé sur tous les points de l'immense empire colonial du royaume uni de Grande-Bretagne.

CHARLES VARIGNY

LA GUERRE

La Situation reste la même

Le Bombardement de Maubeuge continue

Agén, 5 Septembre.

La prise de Cattaro présenterait certainement pour les Monténégrins d'énormes difficultés, mais le roi Nicolas finira par concentrer toutes ses forces sur le Lovcen, et autour des bouches de Cattaro.

Le correspondant a vu, du Lovcen, deux navires autrichiens du type « Vien » bombarder la montagne pendant une demi-heure, sans obtenir aucun résultat.

« La mobilisation turque ne menace personne »

Telle est la déclaration de Rifaat Pacha

L'ambassadeur de Turquie, Rifaat Pacha, déclare que les mesures de mobilisation prises par la Turquie ne sont que la suite logique de la déclaration officielle de mobilisation faite par le gouvernement ottoman, il y a plusieurs semaines.

« La mobilisation turque ne menace personne »

